

# BEST AVAILABLE COPY

<b>REPORT COVER SHEET</b>		SECRET/NOFORN	REPORT OHB-5045
FROM <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		DATE OF REPORT 29 September 1961	
REPORTING OFFICER <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <i>[Signature]</i>		RD NO.	
REPORTS OFFICER		PROJ. <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
APPROVING OFFICER <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <i>[Signature]</i>		S'CE CR. <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
<p style="text-align: center;">BACKGROUND DATA AND COMMENTS:</p> <p style="text-align: center;">Attached is a copy of a letter from Leon DECRELLI to the Director of "Le Soir" which appeared in a special edition of "L'Europe Noelle".</p>			
OPTIONAL: ENTRIES BELOW NEED NOT BE FILLED IN IF DUPLICATED IN ACCOMPANYING REPORT			
DISTRIBUTION			
INTRA-AGENCY		EXTRA-AGENCY	
3 - WE, w/att 2 - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> w/att.		None	
COUNTRY Belgium		NO. OF ENCLOSURES 1	NO. PAGES 6
SUBJECT  Letter from Leon Decrelle to "Le Soir"		REFERENCES  DOI 12 August 1961	
APPR 2, that the letter was written		PADA Belgium, Brussels (11 September 1961)	

FORM 1467 OBSOLETE  
12-59 PREVIOUS EDITIONS.

SECRET **CS COPY**

(20)

**NAZI WAR CRIMES DISCLOSURE ACT**

EXEMPTIONS Section 3(b)

- (2)(A) Privacy ☐
- (2)(E) Methods/Sources ☒
- (2)(G) Foreign Relations ☐

Declassified and Approved for Release  
by the Central Intelligence Agency  
Date: 2001/2005

# BEST AVAILABLE COPY

Comité.

Union spéciale

L E O N D E G R E L L E

PHILIPPE DE CACAN POUR UN NOUVEAU CHAT CHAUN

Direction Administration : J.-P. DEBEAULT, 33, rue d'Albanie, Bruxelles  
Tél. 30.35.65

Rédaction Suisse : G.-A. AMADIOU, Case Villa 723, Lausanne.

Rédaction Française : HENRI JORDAN - Poste restante - Paris 96 -  
Iue Glück.

Yves JEANNE, Ore Groupe, Bâtiment C, Boulevard  
Lutaud - Alger.

Rédaction Canadienne : J.M.A. BELLERUELL, S.P. 64, Sorel P.Q.

ABONNEMENT ANNUEL :

Belgique : 60 frs. - C.C.P. 5755.03 J.-P. DEBEAULT, Bruxelles

Suisse : 6 frs. S. - C.C.P. II.206.14 Lausanne

France : 5 N. frs.

Texte intégral de la lettre cinglante de

L E O N D E G R E L L E

au " S O I R "

Réposte en boulet de canon de Léon Degrelle au sujet de ses  
prétendus "crimes de guerre" - Il offre de revenir à Bruxelles  
affronter les Tribunaux belges. - Pourquoi tant de frousse politicienne  
à cette perspective ? Pourquoi tant d'interdictions ? - Défi public  
à Spass, au "Soir" et autres calomniateurs.

Le Directeur du "Soir" a reçu de Heidelberg, une  
lettre sensationnelle de Léon Degrelle. Il s'est bien gardé  
de la publier. Ces procédés de froussards et de faussaires  
n'ont fait qu'établir publiquement la panique des milieux  
"démocrates" belges à connaître ce défi.

Heureusement, nous avons pu recevoir d'amis Suisses,  
une copie intégrale annotée de la main même de Léon Degrelle,  
de ce texte désormais fameux. Le voici exactement tel que  
le "S o i r" le reçut :

ALL TO ORB 5845

CS COPY

Copie de la lettre manuscrite envoyée, le 10 Août 1961, au Directeur du Soir.

Le 10 Août 1961.

Monsieur le Directeur du "Soir",

Je viens de prendre connaissance de votre article du 1er Août 1961.

Vous y rééditez, avec volubilité visible, l'histoire, cent fois reconnue et cent fois raturee, de "Degrelle, criminel de guerre".

Criminel de quoi ? Vous savez parfaitement que les accusations de "crimes de guerre" portées contre moi en 1945 et en 1946 ne sont, totalement et fort pitoyablement, effondrées depuis belle lurette.

RAISONNONS ! RAISONNONS !

Mettons les points sur les i. On m'avait accusé de l'exécution du bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode. Par la suite, les meurtriers furent découverts. C'étaient des membres de l'organisation flamande "De Vlag", comme le Soir lui-même dut bien le reconnaître dans ses numéros des 22 juin et 2 juillet 1947. Personnellement, j'ignorais tout d'eux. Leurs aveux furent complets, à l'instruction et en audience publique, le 3 Juillet 1947. Ils furent condamnés à mort. L'Auditeur Militaire van Laethem reconnut, en plein Tribunal, que j'étais complètement étranger à cette affaire.

Et d'une.

On m'endossa également l'affaire de Bardo. On avait fusillé dans cette localité, avant la Noël de 1945, vingt-huit maquisards. Comme les militaires qui les avaient arrêtés parlaient le français, on en déduisit aussitôt - évidemment ! - que ça ne pouvait être que des Volontaires de notre Légion "Wallonie", donc que l'organisateur de l'exécution c'était moi ! Or, ce jour-là, je parlais à Vienne devant des centaines de journalistes, et pas un seul de mes soldats n'était en Belgique à cette date-là. N'empêche ! On servit le plat de ce crime degrellien à toutes les sauces, partout, même à l'O.C.S.U. M. Spaak n'en gourgicha les babines longtemps. Le scandale fut tel que la "Commission des crimes de guerre" se transporta à Bardo, afin d'y découvrir tous les détails relatifs à ce forfait ! Elle y enquêta longuement et elle publia ses conclusions dans une brochure officielle, où au "Soir" vous connaissez aussi exactement que moi. Il en ressortait, on ne peut plus nettement, que le fameux crime de Degrelle n'avait été crime de Degrelle en rien du tout, que les militaires, parlant le français, qui avaient arrêté les maquisards étaient... des Alsaciens, et leur chef... un Suisse, nommé Haldiman, tous membres d'une unité de police S.D. d'une Division allemande ! Ainsi cette autre accusation fut, elle aussi, complètement liquidée. Et voilà de cela plus de dix ans !

Ce qui ne vous empêche point, dans votre article du 1er Août, de reprendre, une fois de plus, à votre compte, cette légende, officiellement réfutée de longue date, en insinuant, avec une hypocrisie nielleuse "on se souviendra que Degrelle revint jusqu'à La Roche-en-Ardenne (ce dont il n'a même pas le droit, je n'ai pas mis les pieds à La Roche durant toute cette époque) lors de l'offensive von Funckstein, et qu'il y avait des S.S. non-allemands parmi les massacreurs de Bardo".

Bien sûr : ils étaient "non alignés" puisqu'ils étaient Alsaciens et Quirous ! Mais, visiblement, vous n'avez pas cette insinuation perfide dans l'esprit que certains lecteurs naïfs tomberont encore dans le panneau, malgré les conclusions de la "Commission des Crimes de Guerre" dont vous n'avez jamais soufflé mot, en l'imagine).

BOURGOIS, JAMAIS UN CRIMINEL ?

Et puis, vraiment, si j'ai commis des "Crimes de Guerre" (ceux-là ou d'autres ?) pourquoi, dites-le moi, pourqu'oi, tout au long de seize années, ne me fit-on jamais, à leur sujet, un procès ? Ça, c'est franchement drôle : Vous reproduisez avec un plaisir évident la phrase ignoble de Spaak "Degrelle, un odieux criminel de droit commun". Hé là ! Quels crimes de droit commun ? Où ? Quand ? Comment ? Quel Tribunal en a jamais jugé, en fut jamais saisi ? Car c'est au Irétoire qu'il fallait soutenir une telle accusation, si elle était soutenable, ou communiquer vos dossiers si vous en aviez : Vous et les vôtres avez tellement hurlé et répété que j'étais un "criminel de guerre" que le public a fini par croire que j'avais été, bel et bien, condamné pour "crimes de guerre" : Or, c'est faux, vous ne l'ignorez point, c'est totalement faux. J'ai été condamné à mort - et j'en suis fier - pour avoir lutté au Front de l'Est contre ces Soviets qui vous fient une frousse si amusante aujourd'hui. Point c'est tout.

Spaak, et vous autant que lui, savez donc parfaitement qu'en me traitant de "Criminel de guerre" ou de "criminel de droit commun", vous mentez délibérément, que jamais, nulle part, un Tribunal ne me condamna pour un fait de ce genre.

Dieu sait pourtant avec quelle facilité une telle condamnation eut été obtenue, après 1945, si l'accusation avait pu s'appuyer sur la plus mince présomption : Je n'étais pas là, je ne pouvais ni protester, ni contester, ni me défendre : Monter contre moi un tel procès était donc d'une simplicité enfantine. Toute une presse à la dévotion du Régime, toute la Radio d'Etat eussent été là pour gonfler les faits au maximum et m'accabler avec sadisme. Alors pourquoi - dites-le moi bien : - pourquoi la Justice belge, qui monta près de cent mille procès après la guerre, ne s'est-elle pas risquée à celui-ci ? Mais ça crève les yeux, quoi ! C'est parce que, dans les dossiers il n'y avait rien de valable, rien, rien ! L'Accusation se fut effondrée publiquement à l'Audience, eut sombré dans le ridicule le plus intégral !

IL N'Y A LA COMMISSION DES CRIMES DE GUERRE.

Ce fut à tel point - et seize ans ont passé - que le Gouvernement belge ne m'a même jamais inscrit, ou fait inscrire, sur une liste quelconque de "criminels de guerre" : A la "Commission des Crimes de Guerre", à Bruxelles, rue de Turin, il n'existe même aucun dossier contre moi !

Ainsi, ni condamnation, ni procès pour quelque crime de guerre que ce fut : Ni inscription sur une liste : Ni même de dossier à sa charge à la Commission compétente entre toutes : Le néant ! Le néant total ! Alors vraiment, il faut être "rudement culotté", comme on dit dans le peuple, pour oser réasservir - comme étant un fait acquis, un fait jugé - les accusations de "Degrelle, criminel de guerre" ou de "Degrelle, criminel de droit commun", que pas un magistrat belge, en seize ans, n'osa relever devant un Tribunal et que la Commission des Crimes de Guerre ne retint même pas dans un dossier !

AG 3 11 11 " 11 11

Votre cas, en l'espèce, à vous, le Soir, qui particulièrement abject car, voilà six ans, après vos diatribes d'alors sur le même thème, j'accordai à l'United Press un interview très explicite sur ces questions. Cette grande agence internationale fit vérifier mes réponses, une par une, près des Parquets et près de la Commission des Crimes de Guerre, avant de distribuer le texte à son réseau d'abonnés. Qu'avez-vous fait alors au Soir ? Publier cet interview (quitte à le réfuter !) ? Nenni ! Vous vous êtes tu. Vous avez fait le mort. Puis, ensuite, vous avez poussé l'outrage et la fantaisie jusqu'à enguirlander l'United Press qui avait commis le crime de laisser s'expliquer le calomnié ! Ca, c'était le vrai crime, le crime intolérable : m'avoir laissé parler ! Et on vous comprend ! Si les Belges eussent pu connaître ma réponse, comment eussiez-vous pu continuer à mentir : à longueur de journée, à propos de mes "crimes de guerre", avec une telle rage qu'elle finit par être grotesque !

C'est ce que vous appelez - bien entendu ! - "l'informer le peuple". Pauvre peuple ! Vous êtes des corrupteurs de l'opinion, et rien d'autre, des menteurs patentés qui ramassent leur argent dans la mensonge, des menteurs qui, sachant qu'ils mentent, continuent à mentir, délibérément, avec une impudence absolue, envers et contre toute évidence, en étouffant l'évidence !

J'AI OFFERT DE REVENIR.

D'ailleurs à quoi rime toute votre comédie de demandes d'extradition non satisfaites ? Vingt fois, j'ai offert, publiquement, de revenir à Bruxelles de mon plein gré, sans que le Gouvernement belge ait à obtenir d'extradition quelconque ! Dès 1945, je l'ai proposé. A chaque nouvelle bagarre, j'ai renouvelé mon offre. Alors, qu'est-ce qu'il vous faut de plus ?

Ai-je posé des conditions impossibles ? Allons donc ! Mes conditions étaient on ne peut plus démocratiques, coupées d'après vos vertueux principes : un procès qui ne soit pas une sinistre farce et où mon cas serait vidé à fond, pour que le peuple belge, enfin, puisse être informé exactement ; un procès où je pourrai librement m'expliquer, avec toute l'ampleur désirable, sur la collaboration (la nôtre... et celle de certains autres), sur la lutte des milliers de Volontaires belges du Front de l'Est, sur les "Crimes de guerre" (ceux qu'on m'a endossés si gaillardement et aussi ceux que d'autres ont commis, impunément), sur les mobiles et sur le déroulement de mon action publique. Tout cela est logique, normal, et l'Histoire elle-même, tôt ou tard, réclamera des éclaircissements là-dessus. Vous mêmes, si vous aviez été droits dans vos bottes, auriez dû proposer depuis longtemps un procès de cette ampleur, avant même que je ne le propose !

POUR QUOI CETTE RECUSANCE ?

Alors ? Alors pourquoi tout votre joli monde de moucharbes et de brailleurs s'est-il, toujours, si peu glorieusement défilé chaque fois que j'ai offert d'accourir, à Bruxelles, à ce vaste débat judiciaire et politique (car, tout de même, il s'agit, avant tout, de faits politiques). De quoi, vous et vos congénères avez-vous donc si peur ? Si vous et votre Régime sacro-saint avez raison, pourquoi donc la perspective d'un véritable procès vous épouvante-t-elle tellement ? Ce que j'ai offert, je l'offre encore en ce mois d'Août 1961 : je me livre à la police belge si on me garantit un procès complet, avec liberté de m'expliquer sans entraves, publication analytique des débats (dans le Soir, par exemple !) et radio-télévision intégrale des séances. Ça se fait couramment à l'étranger, aux Etats-Unis notamment. Il n'y a rien

- 5 -

que de naturel dans une telle demande et je suis sûr que le public belge prendrait un vif intérêt à un tel procès.

**POURQUOI FUGES, FAUX ETCETERA.**

Allons ! Votre légine dispose de cinquante qu'illiciens pour se riposter, et vous vous esquiverez ! Tant de modestie est fort étrange. Depuis seize ans que je vous propose ce vrai débat judiciaire, vous cherchez des subterfuges, vous vous abritez derrière une législation d'exception, contraire, comme l'article 123 sexies, aux conventions européennes signées à Rome par la Belgique, et que le Parlement peut d'ailleurs, parfaitement modifier, vous recourez à mille faux fuyants peu glorieux, vous et votre grand homme Spaak, si prompt à lancer lâchement des calomnies puis à détorer lorsqu'il s'agit de les justifier !

**INTERDICTIONS : INTERDICTIONS :**

Vous ne parvenez à vous maintenir dans votre position de calomniateurs patentés qu'en condamnant vos adversaires à se taire ! Interdiction de publier notre explication des faits ! Interdiction de répandre nos ouvrages, dits "inciviques", en librairie ! Interdiction de faire appel d'un jugement par contumace, celui-là où, précisément, l'accusé n'a pas eu la possibilité de s'expliquer ! Interdictions ! Interdictions ! Pourquoi tant d'interdictions, si vous avez raison ? Mais non ! Degrelle ne peut pas parler ! Degrelle ne peut pas écrire ! Degrelle ne peut pas être jugé correctement ! Barrages en tous sens !

Et vous vous appelez "démocrates" ! Vous n'êtes que les farceurs de la Liberté ! Et une bande de sacrés paniquards, au surplus ! Un exilé seul, sans appui de quiconque, offre de revenir à Bruxelles se présenter devant un Tribunal où il risque sa tête en vous faisant face. Et il suffit qu'il annonce qu'il est prêt à apparaître pour que vous foutiez le camp, à du mille à l'heure, la queue dans la poussière et trempés par la peur ! Permettez qu'on pouffe de rire en contemplant votre panique !

**DU SANG, EN SILENCE :**

Un peu de cran donc ! Et un peu de tenue !

Où alors, dites franchement, une fois pour toutes, que ce que vous voulez, ce n'est ni la justice, ni la Vérité, mais c'est, uniquement, m'occire sans que je puisse ouvrir le bec, c'est assouvir votre haine, c'est du sang, c'est ma peau, mais en silence.

Moi, j'offre ma peau, mais sans silence.

**LES LÂCHES.**

Lâches, comme toujours, vous aurez grand soin, évidemment, de taire mon offre, une fois de plus. C'est couru. On connaît vos moeurs. Et, après cela, vous avez le front de jouer à la "conscience" du pays ! Elle est belle la Belgique représentée par des fourbes et les cannibales que vous êtes, tourneboullés par une haine animale, inextinguible, et qui donne envie de vomir.

Roulez-vous dedans ! Allez-y ! Grand bien vous fasse ! Voir ce que vous êtes ça, ce paquet gluant de rancunes déformées, donne faussement raison à ceux qui ont voulu vous balayer hier et qui, j'y crois fermement, vous balayeront tout de même un jour, avec toute la vigueur qui vous est due !

**BEST AVAILABLE COPY**

- 6 -

Dans cet espoir et cette conviction, je vous prie de croire,  
Monsieur le Directeur du Soir, à mes sentiments très expressés.

L. DEGAELLE.

A M. le Directeur du "Soir"

Place de Louvain, 21

Bruxelles.

---

Auteur-Editeur responsable :

AIRIENNE TART

26, rue de la Rosée, Bruxelles.